



UNIVERSITÉ BRETAGNE SUD COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lorient, mardi 3 décembre 2024

Budget 2025 : la présidente de l'UBS monte au créneau

« Mais quelle université l'État veut-il pour la nation ? ». La Présidente de l'Université Bretagne Sud, et vice-Présidente de l'association France Universités, Virginie Dupont monte au créneau. L'Université ne peut pas être une variable d'ajustement du budget de l'État.

La question budgétaire traverse aujourd'hui toutes les organisations publiques. Le problème est que l'État prend des mesures budgétaires unilatérales, court-termistes, sans gestion prévisionnelle. La semaine dernière, les présidentes et présidents d'universités ont ainsi alerté le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, de la situation financière intenable des universités, conséquence de mesures nationales décidées par l'État, non financées et imposées aux universités, comme à l'UBS. Elles constituent une charge supplémentaire, de près de 2,2 M€, qu'on nous demande de trouver en urgence, alors que le budget de l'université pour 2025 est déjà bouclé.

Comment piloter financièrement nos universités avec des annonces qui tombent ainsi ? Le budget de l'université ne peut pas être une variable d'ajustement. L'État demande aux opérateurs publics de compenser son absence de gestion budgétaire. Le modèle actuel a fait son temps, il devient urgent d'imaginer un nouveau modèle efficient, soutenable et durable.

L'investissement en France est inférieur à celui des grandes puissances éducatives

Qui forme des médecins, juristes, ingénieurs en informatique, conducteurs de travaux, responsables de commerce international, data-scientifiques, biologistes, enseignants ; qui participe aux innovations en santé, dans les matériaux de construction ? etc...C'est bien l'université qui délivre des diplômes nationaux mondialement reconnus et évalués. L'enseignement supérieur public, avec

la formation et la recherche n'est pas un coût, mais un investissement pour la Nation. Nos entreprises, nos organisations ont besoin de nos étudiants pour préparer les changements et relever les défis majeurs posés à nos sociétés. Évitions de déclasser l'université et ses diplômés : la dépense publique pour l'enseignement public à l'université est de 11 190 € par étudiant, alors qu'en Allemagne, elle est de 15 à 17 000 €. La recherche universitaire souffre d'un sous-financement chronique. L'investissement de l'État français est donc inférieur à celui des grandes puissances éducatives. L'État doit agir pour prendre des mesures en faveur de la jeunesse.

Malgré les contraintes, l'UBS continue d'investir !

A la veille de fêter ses 30 ans en 2025, l'UBS peut se féliciter du parcours réalisé. Avec 108,5 millions d'euros de retombées économiques annuelles pour le territoire, selon l'étude Audelor 2024, l'UBS est un opérateur de premier rang pour le Morbihan. Nous avons beaucoup investi, près de 10 M€ ces dix dernières années pour offrir à nos étudiants des campus modernes et des équipements de qualité.

Le ministère classe aussi l'Université Bretagne Sud, comme la 2^{ème} université en France pour l'emploi salarié de ses diplômés en master. Preuve que le modèle de l'UBS, université de proximité, à taille humaine en lien avec les acteurs sociaux-économique, ça fonctionne. Mais pour combien de temps encore, si le Ministère renonce à soutenir et à accompagner ses universités ?

À l'UBS, nous ne ferons aucune concession sur la qualité de notre enseignement et notre recherche.

Contacts

Christophe LE HEN - Chef de cabinet – christophe.le-hen@univ-ubs.fr

Linda LE METAYER - Responsable communication - linda.le-metayer@univ-ubs.fr - 06 68 78 11 00

[Retrouvez notre photothèque sur le site de web de l'UBS](#)

